

"Coexistence pacifique" dans Foreign Affairs (Janvier 1960)

Légende: En janvier 1960, répondant à un article publié par Nikita Khrouchtchev en septembre 1959, le diplomate américain George F. Kennan signe dans la revue américaine de géopolitique Foreign Affairs un article dans lequel il critique vivement la politique de l'Union soviétique et accuse ses dirigeants de manquer de sincérité.

Source: Foreign Affairs. An American Quarterly Review. January 1960, No 2; Vol.38. New York: Council of Foreign Affairs. "Peaceful Coexistence", auteur: Kennan, George F. , p. 171-190.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/coexistence_pacifique_dans_foreign_affairs_janvier_1960-fr-797ff4e3-c789-46d9-9736-345e678b3783.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Coexistence pacifique:

Un point de vue occidental

Par George F. Kennan

I.

Dans le débat public qui marque le développement de ce qu'on appelle la Guerre froide, aucun terme n'a fait l'objet d'un usage aussi approximatif et parfois aussi peu scrupuleux que le terme «coexistence». Dans un article rédigé sous son nom, publié dans le dernier numéro de *Foreign Affairs*, M. Khrouchtchev nous a fait part d'une définition intéressante de ce qu'il entend par cette appellation. Pour lui, la coexistence pacifique signifie, par essence, le rejet de la guerre en tant que moyen pour trouver une solution aux litiges. Cela suppose l'obligation de s'abstenir de toute forme de violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'un autre Etat. Cela implique de renoncer à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Cela signifie que les relations politiques et économiques doivent être placées sur un pied de complète égalité et d'intérêt mutuel. Pour lui, cela implique l'élimination de la menace de guerre. Il s'agit de quelque chose, qui «doit se transformer en une compétition pacifique dans le but de satisfaire aux besoins de l'homme de la manière la plus satisfaisante».

M. Khrouchtchev ne s'est pas seulement contenté de nous donner cette définition, il a aussi avancé que l'Union soviétique se plie à ces principes, qu'elle s'y est toujours conformée depuis la révolution d'octobre 1917, et qu'elle ne peut que s'y conformer au regard de sa fondation sociale. En revanche, il y a toujours des éléments importants dans les pays occidentaux qui, d'après lui, ne se plient pas à ces principes. Des gens qui «pensent que la guerre est à leur avantage», qui veulent imposer le «capitalisme» par la force à des peuples qui n'en veulent pas et dont l'opposition doit être vaincue avant que la coexistence pacifique puisse vraiment être considérée comme prédominante.

II.

Il y a peu de choses aussi surprenantes que d'affirmer que l'Etat soviétique «dès sa création ... a proclamé la coexistence pacifique comme étant l'un des principes essentiels de sa politique étrangère», et de déclarer que les premiers responsables en Russie étaient de farouches partisans de la conception selon laquelle la coexistence pacifique pouvait et devait prévaloir entre des Etats aux systèmes sociaux différents.

C'est sans enthousiasme que l'on se souvient de ces premières années de l'ère soviétique. On peut très bien concevoir que les sphères du pouvoir à Moscou appréhendent quelque peu différemment aujourd'hui les perspectives d'une révolution sociale violente dans les principaux pays industrialisés de l'Ouest, et peut-être même sa nécessité. On peut même imaginer qu'elles conçoivent les obligations des communistes de Russie vis-à-vis des travailleurs de ces pays occidentaux d'une manière quelque peu différente de celle qui prévalait à Moscou en 1917 et 1918. Si tel devait être le cas, il serait sûrement préférable de laisser au passé ce qui lui appartient, plutôt que de permettre au problème de la coexistence d'être, à présent, rendu plus compliqué par des différends relatifs aux attitudes d'autrefois. Les années 1917 et 1918 furent, après tout, une époque de grandes turbulences et de tragédies dans les affaires étrangères. Les hommes agirent partout dans un esprit de violence et de passion. Il y a beaucoup de choses que firent les communistes et les non-communistes, et qui, aujourd'hui avec un recul de 40 ans, apparaissent clairement regrettables. Il y a fort à parier que peu de gens dans le monde non-communiste voudraient revivre, aujourd'hui, les controverses de cette époque, tout comme ils sont tout aussi peu nombreux à vouloir s'associer sans discernement aux perspectives et aux préjugés qui caractérisèrent la période de la Première Guerre mondiale et celle qui la suivit.

Toutefois, si les références devaient être principalement prises du côté communiste quant au comportement des dirigeants soviétiques en 1917, comme preuve de l'attachement inviolable et inévitable du communisme russe à des principes tels que le rejet du recours à la force comme moyen de règlement des questions politiques litigieuses, la renonciation à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et la prédominance de la compétition pacifique entre Etats ayant des systèmes sociaux différents, alors l'intellectuel occidental ne pourrait faire taire son étonnement et sa protestation. Il est surprenant de constater qu'il y a si peu de respect pour la véritable histoire du mouvement révolutionnaire russe de la part de ceux qui prétendent aujourd'hui être ses garants et ses protagonistes, à tel point qu'ils sont prêts à la

pervertir de cette façon dans le but de rencontrer leur propre confort tactique. On frémit à l'idée de penser ce que Lénine aurait dit de ces distorsions grotesques. Les dirigeants actuels du Parti communiste russe prétendent-ils vraiment avoir oublié que Lénine se considérait comme un éminent leader socialiste international? Qui a écrit, le 3 octobre 1918, «la classe laborieuse bolchevique de Russie a toujours été internationaliste, pas seulement en paroles, mais aussi en actes par opposition à ces vauriens – c'est-à-dire les héros et les leaders de la Deuxième internationale...»? Qui a dit dans le même document, «le prolétariat russe comprendra que les plus grands sacrifices lui seront maintenant bientôt demandés pour la cause de l'internationalisme. ... Préparons-nous d'abord. Prouvons que le travailleur russe est capable de travailler bien plus énergiquement, de même que de se battre et de mourir d'une façon impliquant un bien plus grand sacrifice de soi, lorsqu'il ne s'agit pas seulement de la révolution russe mais de la révolution internationale des travailleurs...»?

C'est, comme chaque bon communiste en Russie le sait, seulement l'une des citations tirées de milliers qui pourraient être mentionnées pour illustrer le dévouement des bolcheviques, à l'époque de Lénine, pour le socialisme comme cause internationale – le dévouement, c'est précisément le devoir d'interférer dans les affaires intérieures d'autres pays avec l'ambition de porter atteinte à leur système de gouvernement et à leur mode de vie.

La proposition selon laquelle la force politique dominante en Union soviétique a toujours été en faveur de la coexistence, comme définie par M. Khrouchtchev, nous demande aussi d'oublier la longue et sinistre histoire des relations entre Moscou et les partis communistes étrangers à l'époque de Staline. Une vaste documentation révèle pour quelles raisons les partis communistes étrangers étaient utilisés durant ces années et par qui et selon quelles méthodes. Beaucoup parmi nous en Occident, à nouveau, seraient heureux de ne pas devoir tenir compte de ces souvenirs, quand on aborde la discussion politique d'aujourd'hui. Cependant, il y a autre chose qui constitue une insulte à l'intelligence; et si les gens de Moscou souhaitent que cette histoire malheureuse soit oubliée en dehors de la Russie, ils ne devraient pas de façon narquoise retourner les faits sens dessus dessous et demander que la configuration qui en résulte soit acceptée comme une preuve de l'engagement sans faille du communisme russe aux principes de coexistence.

Il y a plus d'un siècle, un éminent visiteur occidental, le Marquis de Custine, écrivait de Petrograd: «le despotisme russe ne se contente pas seulement de dénigrer les idées et les sentiments, il refaçonne aussi les faits, il s'oppose à l'évidence, et il triomphe dans le combat.»

On ne peut espérer triompher en défendant une telle cause aujourd'hui. Entretenir de telles distorsions ne fait qu'offenser la perception qu'a le public quant au développement historique de la relation entre l'Union soviétique et le monde occidental. C'est en soi un très mauvais service rendu à toute véritable tentative porteuse en matière de coexistence.

La façon dont je vois les choses ne doit pas être vue comme une tendance à penser que l'attachement manifesté par M. Khrouchtchev et par certains de ses collègues aux principes de la coexistence, comme il les a définis, n'est pas sincère et cache de sinistres motivations. Cela ne doit pas nécessairement en résulter. Il s'agit plutôt d'attirer l'attention sur le fait que les gens à Moscou ne sont pas vraiment sur le point de renforcer, en dehors de la Russie, la conviction relative à la sincérité de leur attachement aux principes de liberté et de tolérance en déformant l'histoire des époques léninienne ou stalinienne, ou en avançant qu'un tel attachement découle inévitablement de la nature du système social et politique qui existe en Union soviétique. Il est possible de concevoir que l'attitude soviétique sur de telles questions peut avoir changé; cependant, il n'est pas possible d'accepter la proposition qu'elle n'avait pas besoin de changer afin de satisfaire aux exigences de la coexistence pacifique, telle que M. Khrouchtchev l'a définie.

III.

Dans la déclaration consacrant la conception soviétique de la coexistence, l'accent a été particulièrement mis sur l'attachement que les Occidentaux manifestent au capitalisme et sur leur prétendue volonté de le voir triompher comme système mondial.

L'Occidental d'aujourd'hui est perplexe face à cet usage du terme «capitalisme». Que veut-on dire par cette expression? On remarque que quelle que soit la réalité qu'on prétend symboliser, il y en a une qui dans l'optique communiste n'a pas vraiment changé depuis que le Parti Social Démocrate russe est apparu au début du siècle. S'il est reconnu, de quelque façon que ce soit, dans la mentalité soviétique, que les changements au niveau des pratiques économiques et des institutions des pays non-communistes au cours des cinquante dernières années ont été tels, qu'ils ont affecté d'une manière ou d'une autre les éléments de la

conception marxiste classique relative au capitalisme occidental, je ne sais pas où cela s'est produit. L'idéologie soviétique contemporaine semble suggérer qu'il existe en dehors de l'orbite communiste une condition de base statique - un ensemble de pratiques connues sous le nom de «capitalisme» et qui se manifeste principalement par la propriété privée des moyens de production - une condition qui n'a pas connu d'altération majeure au cours des cinquante dernières années, voire depuis l'époque de Karl Marx; une condition qui continue d'être la réalité dominante de la société occidentale. Cette conviction représente l'essence de toute la philosophie non-communiste, à laquelle les gouvernements occidentaux et les «cercles dirigeants» en particulier, restent profondément attachés pour des raisons de fierté et d'intérêts personnels tenaces. C'est probablement le capitalisme perçu de cette façon auquel M. Khrouchtchev faisait référence, quand il écrivit que de nombreux lecteurs de *Foreign Affairs* penseraient probablement que le capitalisme finirait par triompher.

Il n'est guère nécessaire d'insister sur le fait que cela semble être très éloigné, pour beaucoup parmi nous en dehors de la Russie, de la réalité d'aujourd'hui. Les principes que sont la liberté d'initiative économique et de propriété privée des moyens de production ont en effet, au cours des cinquante dernières années, joué un rôle important partout dans les économies des pays non-communistes. Cependant, il n'y a pas deux pays dans lesquels ce rôle ait été exactement le même. Des éléments de contrôle public et social sont apparus, partout, pour mettre à l'épreuve et pour modifier l'action de ces principes. L'équilibre qui en résulte entre le contrôle privé d'un côté et le contrôle social ou public de l'autre varie maintenant sensiblement d'un pays à l'autre. Aujourd'hui, il n'y a pas *un* système social et économique qui prévale en dehors de l'orbite communiste: il y a presque autant de systèmes qu'il y a de pays. La plupart d'entre eux sont plus proches de ce que Marx désignait comme le socialisme qu'ils ne le sont du laissez-faire capitaliste d'aujourd'hui. Par ailleurs, dans chacun d'eux, l'équilibre entre les influences sociales et privées change de telle manière qu'il est presque impossible de prédire la forme qu'il aura demain en fonction de la forme que prend l'équilibre aujourd'hui.

Cela veut dire que dans le monde non-communiste, où on a l'habitude de rattacher la signification des mots à des phénomènes objectifs, le terme «capitalisme» n'a plus de sens générique et utile. Ce n'est qu'en Russie, où le concept théorique peut toujours être séparé de la pertinence de la réalité objective, qu'il existe toujours une signification pour ce terme. Mais ce n'est pas tout, il y a aussi de nombreuses questions de la vie publique qui semblent aujourd'hui pour la plupart des gens dans le monde non-communiste être d'une plus grande importance, si l'on tient compte de leurs conséquences dans l'ensemble sur la condition humaine, que les questions portant sur la possession des moyens de production et sur la distribution des richesses, qui étaient la préoccupation de la doctrine marxiste.

Combien il est absurde, à la lumière de ces faits, de décrire les non-communistes occidentaux comme étant les protagonistes passionnés et dévoués de quelque chose appelée le «capitalisme», et de suggérer qu'il y a en Occident des gens d'influence qui désirent répandre dans le monde les souffrances d'une autre guerre mondiale dans l'espoir d'imposer le système capitaliste à la grande majorité des gens qui ne le souhaitent pas. La question de savoir qui possède les machines n'est pas celle qui domine aujourd'hui les pensées et les discussions de la société et des «cercles dirigeants» occidentaux. Ce qui les préoccupe, c'est principalement la question de la liberté humaine, c'est-à-dire le droit des gens de choisir et de modifier comme bon leur semble leurs propres systèmes politique et économique, celui de choisir ceux qui les gouvernent dans le cadre de ces systèmes, et de jouir dans le même cadre des libertés civiles qui les soulagent de la crainte de l'injustice arbitraire, autant de droits qui leur permettent d'exercer leur liberté de conscience et de ne pas avoir à plier l'échine.

Je sais que les communistes ont longtemps prétendu n'accorder aucune valeur aux institutions parlementaires ou judiciaires de l'Occident libéral. La position communiste traditionnelle rejette la noblesse de ces institutions en les présentant comme autant d'impostures utilisées par les monopolistes pour exploiter les travailleurs désarmés. Est-ce trop que d'espérer que les gens dans le monde communiste manifestent dès maintenant leur intérêt pour la coexistence en abandonnant cet extrémisme cynique et ridicule, au regard duquel tout le développement au cours des derniers siècles des sociétés britannique et américaine paraît inintelligible du point de vue historique?

Que la plupart de ces institutions soient imparfaites, la plupart des Anglais et des Américains seraient, je pense, disposés à le reconnaître promptement, mais l'écrasante majorité parmi nous pense qu'elles représentent quelque chose qui se rapproche de très près de l'essence de la dignité humaine, comme nous avons appris à la connaître, quelque chose qui est l'une des plus précieuses réussites de l'homme civilisé. C'est à cela, et non pas au système qui régit la propriété et le contrôle des entreprises dans notre pays, que

nous associons notre plus grande fierté et que nous manifestons notre plus grande loyauté. Si par le jeu régulier de ces institutions parlementaires, et dans le respect de toutes les libertés essentielles, les dispositions régissant la propriété et le contrôle des moyens de production devaient être profondément modifiées (et certaines l'ont déjà été), la plupart d'entre nous ne verraient pas cela comme une tragédie finale et ne se verraient pas vaincus pour autant. Mais si les choses devaient prendre une autre tournure, et si de tels changements devaient se produire aux dépens des droits et des libertés, qui sont généralement garantis par nos institutions parlementaire et judiciaire - même si c'est de manière imparfaite - alors et alors seulement, nous considérerions avoir subi une défaite irréparable, dans ces conditions seulement il nous semblerait qu'on a perdu ce qu'il y a de plus important.

Nous refusons, par conséquent, d'être dépeints comme les protagonistes enflammés par quelque chose dénommée le «capitalisme» en compétition avec les protagonistes de quelque chose qu'on appellerait le «socialisme». S'il y a quelque chose que nous n'acceptons pas en Amérique, c'est l'intention d'imposer aux autres peuples un concept appelé capitalisme. Plusieurs pays européens ont modifié leurs institutions sociales et économiques au cours des dernières décennies, les plaçant de ce fait assez loin des institutions existant aux Etats-Unis. La principale question idéologique, comme elle est perçue aux Etats-Unis aujourd'hui, n'est pas le capitalisme contre le socialisme, mais bien la liberté contre son contraire. Ce qui oppose Moscou aux «cercles dirigeants» du monde non-communiste, ce n'est pas vraiment un différend quant à savoir quelle forme de système social est la plus productive; il s'agit plutôt d'un désaccord sur le fait de savoir ce qui est le plus important, en première position, dans la vie des peuples.

IV.

Le fait qu'un différend idéologique de cette nature existe ne constitue pas en soi une raison pour que la coexistence pacifique, comme l'a définie M. Khrouchtchev, ne devrait pas prévaloir. Il n'y a rien de neuf dans l'existence pacifique prolongée côte à côte de systèmes idéologiquement antagonistes. De nombreuses relations pacifiques actuelles de la vie politique internationale, en dehors de l'orbite communiste, se sont développées à partir de relations marquées initialement par un profond antagonisme idéologique. Pour cette raison, il y a eu non pas une affinité idéologique, mais plutôt un conflit idéologique tranché entre le système tsariste de Russie et le monde de la pensée politique américaine. Cela n'a pas empêché les deux puissances d'exister dans le même monde, sans conflits, pendant plus d'un siècle.

Il ne fait aucun doute que des gens, qui se trouvent ici et ailleurs dans les pays occidentaux, trouvent intolérable cet antagonisme de point de vue, comme celui qui existe actuellement entre le gouvernement soviétique et les Occidentaux et qui ne voient pas comment cela pourrait être résolu ou surmonté autrement que par une guerre mondiale. Si l'on cherche, on peut même trouver, pour citation, des déclarations publiques allant dans ce sens. Toutefois, le fait que ces gens soient peu nombreux et peu influents est, je pense, généralement accepté. L'attitude générale dans le monde occidental serait indubitablement - et cela vaut pour les gouvernements aussi bien que pour les individus - que tant que le système social et politique qui est actuellement dominant en Russie ne s'impose pas à nous, son existence et son importance dans ce pays ne sont pas de notre responsabilité; ce n'est pas à nous de le changer; il ne constitue pas en lui-même une raison pour laquelle la relation de coexistence pacifique ne devrait pas prévaloir.

Pour le dire plus catégoriquement, la Guerre froide n'existe pas parce que les gens à l'Ouest s'opposent à ce que le peuple russe ait le socialisme ou n'importe quel autre système qu'il souhaite. Si, en effet, il ne s'agissait que d'une question d'idéologies et d'un problème de relations entre l'Occident et la Russie proprement dit, il n'y aurait aucune raison pour que la demande soviétique «d'une coexistence pacifique» ne soit pas acceptée sans réserve.

Mais l'Union soviétique ne se résume pas à un phénomène idéologique, c'est aussi une grande puissance de par sa taille et son potentiel militaire. Même si l'idéologie qui prévaut en Russie n'était pas opposée aux concepts prévalant ailleurs, l'attitude du gouvernement de ce pays dans le cadre des relations internationales, et particulièrement toute expansion de son pouvoir aux dépens de la liberté d'autres peuples, serait toujours un sujet de préoccupation dans le monde entier.

Et, rappelons le, c'est précisément ce genre d'expansion à laquelle nous avons assisté ces dernières années. En ce qui concerne l'Europe, cette expansion trouve ses origines dans la progression des armées soviétiques en Europe centrale et orientale en 1945. Cette avancée ne fut pas seulement acceptée à l'époque - elle fut généralement accueillie à l'Ouest comme un élément très important de l'étape finale de la lutte contre Hitler. Cependant elle a eu une conséquence que peu de gens en Occident purent prévoir en 1945 et qu'un nombre

encore plus réduit souhaitait: la progression quasi permanente des frontières, dans les faits, de l'autorité politique et militaire de Moscou jusqu'au cœur même de l'Europe.

La discussion relative à la question de la coexistence du côté communiste est posée en des termes qui ne prennent nullement compte de cette situation et qui nous demandent, par implication, soit de l'ignorer, soit de prétendre qu'elle n'existe pas. Le problème, nous dit-on, est de «liquider les conséquences de la Seconde Guerre mondiale», mais cette conséquence particulière, qu'on nous laisse le soin de découvrir, ne doit pas être liquidée et on ne doit même pas en parler.

Est-ce une demande réaliste? On peut en douter. La position de prééminence dont jouit l'URSS parmi les pays du bloc communiste n'est pas un secret. Les responsables communistes de nombreux pays ne l'ignorent pas quand ils se réunissent pour discuter des affaires internationales. Ce que les gens à l'Ouest devraient faire ou ne pas faire pour modifier ou influencer cette situation est un autre problème; mais exiger qu'une situation qui est parfaitement bien reconnue dans le monde communiste comme étant un facteur déterminant pour les affaires du monde, soit ignorée dans les faits, quand on en vient à la discussion sur la coexistence entre l'Est et l'Ouest n'est sûrement ni raisonnable, ni d'une grande utilité. Le fait est que cette extension de la puissance politique et militaire de la Russie jusqu'au cœur de l'Europe représente une altération majeure de l'équilibre stratégique et politique du monde. Il s'agit d'un fait qui n'a jamais été discuté comme tel avec les hommes d'Etats occidentaux, et encore moins accepté par eux.

Ce n'est pas seulement l'existence de cette situation qui est importante pour les peuples à l'Ouest, il y a aussi la question de savoir comment elle est apparue et comment elle a été maintenue. La vérité est qu'elle n'est pas apparue parce que la majorité des gens dans la région affectée ont été convaincus que le communisme, comme M. Khrouchtchev l'a avancé, était le «système le plus progressiste et le plus équitable». Cette compétition pacifique pour les consciences des hommes, que les communistes aujourd'hui nous demandent d'accepter comme l'aspect concomitant et comme condition de la coexistence pacifique, n'a qu'un rapport minime avec les moyens par lesquels les gouvernements socialistes, selon des scénarios approuvés par Moscou, furent établis dans les pays d'Europe orientale en 1944 et 1945 ou par les moyens par lesquels leur pouvoir fut de façon subséquente consolidé dans ces pays. Aux yeux de l'Occident, ces régimes furent imposés par les manipulations rusées de minorités communistes très disciplinées, entraînées et inspirées par Moscou, et confortées par la présence à proximité d'unités de l'armée soviétique. Il s'agit là d'une conviction forgée par la force d'une réalité historique. Ces régimes sont maintenus au pouvoir par des moyens similaires.

L'intention n'est pas ici de tenter de juger ces événements d'un point de vue moral. Je n'ai pas l'intention de remettre en cause l'idée selon laquelle la Russie a des intérêts politiques en Europe orientale, et que cela mérite le respect des gouvernements occidentaux comme étant une question de réalisme politique élémentaire. Je ne souhaite pas non plus nier que la situation présente, quoi que l'on puisse penser de ses origines, représente aujourd'hui un engagement important pour le gouvernement soviétique, auquel on ne peut raisonnablement demander d'adopter des changements soudains et radicaux de façon à mettre en danger sa propre politique de sécurité.

Comme M. Khrouchtchev le sait, il y a en Occident des gens qui n'ont pas perdu l'espoir de trouver un moyen de réconcilier les intérêts soviétiques dans ce domaine avec les intérêts des puissances occidentales et de leurs peuples respectifs. Des gens qui ont fait ce qu'ils pouvaient pour préparer la voie à des solutions raisonnables et modérées à ces difficultés. Mais les efforts de telles personnes sont voués à l'échec, si le gouvernement soviétique continue de donner l'impression qu'après avoir tranquillement fait main basse sur cette région, il continue de dire aux Occidentaux: «la coexistence commence à partir de ce point, et toute curiosité de votre part au sujet du sort de ces peuples en constituera une violation».

Il a été dit plus haut que l'existence d'une tendance soviétique du socialisme en Russie elle-même peut être perçue à l'Ouest comme relevant des affaires propres de la Russie et ne doit pas être une barrière à la coexistence pacifique. Le régime soviétique est, après tout, un régime autochtone dans la plus grande partie du territoire soviétique. Les procédés qui se trouvent à son origine n'étaient pas démocratiques dans l'acception occidentale du terme, mais bien profondément russes et reflétaient certaines réalités essentielles de la vie politique russe de l'époque. Ce n'est en effet pas le rôle des Américains d'empiéter sur un tel régime.

Mais quand on arrive aux gouvernements du bloc communiste d'Europe centrale et orientale, le problème devient alors inévitablement plus compliqué. Ces gouvernements ne sont pas, pour la plupart, véritablement autochtones. Tout cela est bien sûr relatif: pour autant qu'il y en ait, il y a peu de convergences entre les intérêts et les sentiments d'un peuple et ceux d'un régime, pourtant despotique, qui le gouverne. Mais ces

régimes sont, aux yeux des Occidentaux, le résultat d'un genre de conquêtes et de méthodes pour subjuguier qui n'en sont pas moins réelles même si elles n'impliquent pas d'invasion militaire hostile dans le sens classique du terme. La pensée se dévoile inévitablement: si une telle chose a pu être infligée à ces peuples par des moyens s'apparentant presque à l'agression militaire, et si on nous demande maintenant d'accepter ce fait comme non contestable dans le cadre de la coexistence pacifique, combien d'autres peuples pourront subir le même sort, dans le cadre justement de la coexistence que l'on nous demande d'adopter?

Le fait est (et nous l'avons expérimenté de façon douloureuse au cours des quatre dernières décennies) qu'il y a d'autres manières que l'agression militaire illégale ou l'intervention politique formelle pour soumettre le sort des nations les plus petites à la volonté des plus grandes, et qu'il y a plus de moyens que ceux utilisés par le colonialisme classique du XIX^{ème} siècle pour maintenir les peuples dans cet état. Après tout, il existe ce qu'on appelle la discipline de l'insurrection, qui est celle de la prise du pouvoir par des minorités qui conspirent, théorie de la conquête des centres vitaux du pouvoir, du contrôle des rues, exercice de la manipulation de conflits civils. Qui nierait le fait que cette discipline a joué un rôle, même essentiel, dans la pensée et l'entraînement communiste des débuts? Les révolutions ne peuvent être «faites dans l'ordre». Le fait qu'elles découlent en général seulement de mouvements spontanés des masses et qu'elles ne sont jamais influencées par les activités militaires et autres groupes «d'avant-garde» politique est une réalité difficilement conciliable avec la doctrine communiste des débuts, et un fait que nous ne pouvons certainement pas accepter au regard de la vérité historique.

M. Khrouchtchev donne l'impression que tout cela ne constitue pas une part importante de sa pensée d'aujourd'hui. Il serait erroné de clamer automatiquement qu'il n'y a pas de sincérité dans cette affirmation. (Il marque un point lorsqu'il dit que nous ne devons pas chercher le double-fond dans chaque valise.) Mais même si cela devait être vrai dans son cas particulier, ce serait difficilement vrai pour tous ses associés actuels au sein du secrétariat et de la Présidence du Parti communiste d'Union soviétique, tout comme il n'y a pas non plus de raison de penser que ce soit vrai pour les dirigeants du principal associé de la Russie dans le concert des nations: la Chine communiste.

A nouveau, il faut souligner que le souvenir de l'histoire ne peut être soudainement ignoré. Si dans l'optique de M. Khrouchtchev, les pays capitalistes ont à s'expliquer sur leur passé (il nous accuse d'avoir organisé des «croisades insensées» contre la Russie soviétique), alors il doit en aller de même pour la Russie. Il faudra, en particulier, beaucoup de temps avant que la politique étrangère et les méthodes de Joseph Staline cessent d'être un facteur déterminant dans la conscience des Occidentaux. D'une certaine façon, nous sommes tous, à l'instar de M. Khrouchtchev lui-même, des élèves de Staline. C'est de lui que nous avons appris des choses tels que le caractère impitoyable, la logique et la supercherie en matière de politique internationale. M. Khrouchtchev ne doit pas nous demander à présent d'oublier trop vite - certainement pas plus vite que certains de ses propres associés chinois ou russes - les leçons que nous avons apprises de cet éminent professeur en matière politique.

Ces réflexions ont une incidence importante sur les termes «paix» et «pacifique», lesquels sont très fréquemment utilisés du côté communiste en rapport avec le problème de la coexistence.

Que signifient ces deux termes?

Le mot «paix» n'a pas de signification en dehors des conditions concrètes qui le caractérisent. La paix ne constitue pas la simple absence d'hostilités ouvertes. Nous avons la «paix» aujourd'hui dans ce sens. Pour cette raison la «paix» existe dans n'importe quelle prison bien disciplinée. La paix n'est pas quelque chose d'abstrait. Lénine le savait bien. Il écrit donc en 1915: «Le slogan de la paix peut-être mis en avant soit en rapport avec des conditions spécifiques de paix, ou sans conditions du tout – par la lutte, non pas pour une paix quelconque, mais pour la paix en général (Frieden ohne weiters). Il est clair que dans le dernier cas nous devons nous contenter non seulement avec un slogan qui n'est pas socialiste mais qui en général est dépourvu de sens et de contenu.»

Quel contenu devons-nous donc attribuer au terme «paix» dans la terminologie communiste? Il n'est pas raisonnable de demander aux élèves de Lénine de lui accorder un contenu et de préciser, lorsqu'ils utilisent ce terme, quel est le genre de paix à laquelle ils font précisément allusion: la paix, mais dans l'intérêt de qui? à quelles conditions? à quel prix?

Il y a un genre de paix qui est compatible avec la vraie sécurité des peuples; et elle repose sur les principes d'une authentique liberté nationale. Il y a aussi un autre genre de paix qui reflète le silence qui règne lorsque les instruments de coercition sont simplement trop importants que pour pouvoir être défiés par ceux contre qui ils sont dirigés.

La discussion relative à l'abstraction du terme «paix» ne mentionne pas, une fois de plus, le fait qu'il y a des

moyens par lesquels les peuples peuvent être opprimés et qui n'impliquent pas nécessairement, à un certain moment, que l'utilisation visible de la force au-delà des frontières nationales soit visible. Parfois la simple menace de la force est suffisante. Escamoté aussi le fait qu'il y a eu des exemples, comme en Hongrie en 1956, où l'attachement soviétique à la «paix» n'a pas empêché le recours aux forces armées soviétiques pour déterminer la situation politique dans un pays voisin. Est-il sérieusement envisagé que les gens en dehors de la Russie puissent fermer les yeux sur cette question, alors que l'on discute de la coexistence pacifique?

V.

Au sujet de la coexistence, il est fait beaucoup de cas du côté communiste des dispositions militaires des pays occidentaux, particulièrement des Etats-Unis. Il est reproché au gouvernement des Etats-Unis de maintenir des bases dans différents endroits du monde; de ne pas vouloir renoncer à l'arme atomique et de ne pas vouloir mettre un terme aux essais nucléaires. Il leur est aussi reproché de ne pas prendre de mesures unilatérales concernant la réduction des armes conventionnelles, un domaine dans lequel le gouvernement soviétique prétend (sans réelles preuves à l'appui) avoir pris des mesures. Les Etats-Unis se voient aussi reprocher de réarmer les Allemands dans le cadre de l'OTAN, etc. Tous ces agissements de la part des autorités américaines sont cités comme étant incompatibles avec un véritable engagement par rapport au principe de coexistence pacifique.

L'auteur de ces lignes a eu, ces dernières années, ses propres divergences par rapport aux politiques militaires de la coalition occidentale. Ces politiques ont, à ses yeux, souffert de plusieurs distorsions. Elles ont souvent reflété une certaine erreur de jugement quant à la véritable nature des problèmes auxquels elles doivent faire face. Ces politiques semblent parfois avoir été fondées sur une conception des intentions soviétiques qui, pour quiconque est initié à l'histoire et à la mentalité du pouvoir soviétique, peuvent seulement apparaître comme rudimentaires et unilatérales, inspirées plutôt par les souvenirs des oppositions passées que par une étude rationnelle des principes et tactiques de la Russie communiste. Elles ont parfois impliqué un engagement unilatéral et peu judicieux, à certaines catégories d'armes. Elles semblent parfois avoir reflété une confiance exagérée dans le procédé d'alliances militaires comme une sorte de panacée pour tous les maux politiques, comme s'il n'y avait pas de dangers autres que ceux provenant d'une agression militaire directe. Plus d'une fois, elles ont conduit à des dispositions militaires qui, bien que défensives dans leur motivation, auraient bien pu apparaître à un adversaire potentiel comme le reflet d'une intention de lancer les hostilités à un moment ou un autre.

Tout cela est vrai, toutefois aucune de ces mesures prises séparément, ni toutes prises dans leur ensemble ne peuvent justifier l'interprétation extrême qu'en a donnée Moscou. Les responsables soviétiques semblent soit ne pas vouloir ou ne pas être capables de prendre en considération la véritable ampleur du choc infligé à l'opinion publique occidentale par leur utilisation, à des fins d'hégémonie politique, de leurs positions militaires en Europe centrale et orientale au cours de la période 1945 à 1948; par leur incapacité de s'aligner sur la démobilisation des armées des pays occidentaux; par l'offensive politique lancée par les communistes en Europe occidentale dans les années 1947 et 1948; par l'imposition du blocus de Berlin, et par dessus tout, par le déclenchement de la Guerre de Corée. Pour les peuples à l'Ouest, ces actions semblaient refléter une hostilité non moins menaçante dans ses intentions que ne l'auraient été des menaces d'agression militaires ouvertes par les forces soviétiques. Apparaissant juste après la Seconde Guerre mondiale, affectant des nerfs déjà éprouvés et des esprits déjà enclins à l'anxiété, comme conséquence de ces expériences, il n'est pas surprenant que ces actions produisirent auprès d'une grande majorité de personnes dans le monde occidental l'impression que la sécurité de l'Europe de l'Ouest, qui venait juste de résister à une épouvantable épreuve, se retrouvait maintenant face à un autre défi - d'une dimension à peine plus petite. Il n'est donc pas étonnant non plus que la réaction des nations à cette impression se manifesta par l'effort soutenu de recréer, dans le cadre d'une alliance occidentale, une partie de la force armée qui avait été si rapidement et avec autant de confiance démobilisée dans l'immédiat après-guerre. L'histoire de l'Europe est telle, qu'au cours de l'histoire, l'idée de nation en danger a généralement été associée aux mouvements d'armées au-delà des frontières. Ce n'est donc peut-être qu'un réflexe naturel pour les peuples d'Europe continentale d'être obsédés par la «manie d'invasion»; et de voir dans la création d'un potentiel de défense militaire, un moyen de protection même contre les pressions qui sont en réalité bien plus subtiles et raffinées que celles de l'action militaire classique.

Dans les questions soulevées par le camp soviétique au sujet de la rivalité militaire, il y a des sujets à discussion et de la marge pour le compromis. Cependant aucun objectif utile ne pourra être servi par la

mauvaise interprétation délibérée et par la distorsion de ce sujet dans lequel les gens à Moscou s'obstinent. L'idée selon laquelle une partie assez importante ou non négligeable de la population à l'Ouest aurait souhaité, dans la période qui suivit immédiatement les atrocités de 1939-1945, de nouveaux bains de sang et de nouveaux massacres est trop absurde pour être retenue, ne serait-ce que l'espace d'un instant. Le fait de suggérer qu'en particulier le chancelier Adenauer serait l'une de ces personnes est si grotesque, si éloigné de la réalité politique de l'Allemagne d'aujourd'hui, et si malveillant dans son intention et ses implications manifestes, que sa réitération continue par Moscou décourage grandement ceux qui aspirent à une meilleure entente.

M. Khrouchtchev a raison lorsqu'il considère que la course à l'armement d'aujourd'hui n'est compatible avec aucune forme acceptable de coexistence. Mais les perspectives d'amélioration de la situation ne pourront être prometteuses aussi longtemps que Moscou persistera à ne voir dans les politiques de défense poursuivies par les Occidentaux au cours des dernières années, que le produit de l'appétit des financiers et des industriels occidentaux en quête d'une nouvelle guerre dans l'espoir de réaliser d'importants profits. La situation n'évoluera pas non plus tant que Moscou refusera de reconnaître que ces politiques; même si elles sont mal interprétées ou outrées, représentent dans une large mesure les réactions naturelles et prévisibles de grandes nations confrontées à une situation à laquelle le régime soviétique lui-même a tant contribué.

VI.

Une autre composante de la demande formulée par le camp communiste au nom de la coexistence pacifique se rapporte à ce que M. Khrouchtchev a appelé une «augmentation dans un commerce international à grande échelle et sans aucune restriction.» Les différences idéologiques, dit-on, ne doivent pas être un obstacle au développement du commerce. Sans un tel commerce, la vie internationale ne peut espérer se développer normalement.

Du point de vue occidental, il y va d'une curieuse et très surprenante requête, si le commerce entre l'Union soviétique et les pays non-communistes était d'une nature telle, qu'il entraînerait avec lui les avantages normaux qui en découlent et qui sont ceux des contacts commerciaux – la réciprocité étendue aux voyages et à la résidence des hommes d'affaires dans d'autres pays, l'établissement de contacts personnels et d'associations et l'interpénétration. En bref, il s'agirait d'échanges non seulement au niveau de la vie économique mais aussi au niveau des peuples des deux pays, au moins dans certains domaines d'activité limités – alors on pourrait voir une certaine pertinente relation entre la question du commerce et celle de la coexistence pacifique. Cependant, il est de notoriété publique que le gouvernement soviétique maintient un monopole sur le commerce extérieur, mène la plupart des ses transactions à l'étranger, refuse généralement aux hommes d'affaires étrangers le privilège de résider et de faire des affaires sur le territoire soviétique et prend un luxe de précautions pour s'assurer que les citoyens soviétiques n'entretiennent pas de relations privilégiées ou d'amitié avec des étrangers que ce soit via des contacts d'affaires ou autres.

On peut supposer que dans de telles conditions, les vertus du développement du commerce international devraient par nécessité être confinées aux avantages directs qu'il pourrait apporter aux économies des différents partenaires. Que de tels avantages puissent être obtenus, au moins dans des mesures modestes, est un fait qui ne peut être contesté. Mais M. Khrouchtchev a lui-même nié que ces bénéfiques soient d'une quelconque importance vitale pour l'Union soviétique. «Dans notre développement économique» écrit-il, «nous nous reposons entièrement sur les forces internes de notre pays, sur nos propres ressources et possibilités... Nous ne soucions pas de savoir si oui ou non nous allons commercer avec les pays occidentaux ... la réalisation de nos objectifs économiques ... ne pourra, en fin de comptes, être entravée.» Dans le cas des Etats-Unis, il est difficilement concevable que le commerce avec la Russie puisse avoir une signification bien plus grande qu'il n'en a pour les Russes. Exception faite des temps de guerre, le commerce entre la Russie et les Etats-Unis n'a jamais eu une très grande importance, que ce soit à l'époque tsariste ou sous l'ère communiste. Pour rappel, les choses que la Russie doit normalement vendre ne représentent aujourd'hui rien d'exceptionnel pour l'économie américaine, et la même chose s'appliquerait aux possibilités présentées par les programmes d'achats du monopole soviétique du commerce extérieur. En plus de cela, les gouvernements occidentaux ne doivent pas seulement prendre en considération les avantages possibles du commerce réalisé avec un monopole commercial étranger, ils doivent aussi se pencher sur les dangers potentiels que cela représente. Un tel commerce est contrôlé et façonné du côté soviétique par un gouvernement tentaculaire qui poursuit des intérêts politiques aussi bien qu'économiques. Ceci étant, on ne peut espérer de plus grands avantages économiques, comme on les trouve dans le cadre du

commerce entre pays dotés d'un système de libre entreprise, pour donner la garantie de stabilité. Ceci est particulièrement le cas quand le gouvernement en question sort de sa réserve pour expliquer qu'il est si peu dépendant de ce commerce, et combien il peut s'en passer. Les gouvernements non-communistes doivent toujours tenir compte de la possibilité que des échanges développés avec attention au fil des années et impliquant des engagements importants de la part de firmes occidentales peuvent soudainement prendre fin à cause d'un changement dans la politique d'achat de l'autre partie, pour des raisons pour lesquelles des considérations liées aux avantages économiques n'entrent pas du tout en ligne de compte. Ces choses se sont produites dans le passé. Même si elles ne s'étaient pas produites dans le passé, il n'y aurait aucune garantie quant au fait qu'elles ne se produisent pas dans le futur. Cette précarité provenant d'un côté de l'absence d'une motivation relative au commerce international - celle de la recherche du profit personnel - ne signifie pas que le commerce avec l'Union soviétique n'en n'est pas pour autant sûr ou souhaitable, mais cela place des limites certaines quant à ses perspectives.

On peut très bien imaginer que l'accent mis sur ce facteur par M. Khrouchtchev et d'autres porte-parole soviétiques repose sur le fait que l'expression du désir de relations commerciales élargies a souvent (et particulièrement dans l'histoire de la diplomatie soviétique) constitué le prélude à un rapprochement ou à une entente politique entre deux puissances. Mais il serait difficile de persuader les Américains d'accepter cette conception de l'importance de la politique commerciale. Dans la tradition américaine, le commerce est un moyen de rencontrer les besoins économiques réels, et non pas d'exprimer des idées politiques.

Il y a eu, au cours des dernières années, dans la position américaine relative aux quotas portant sur les échanges commerciaux Est-Ouest, certains éléments qui ont généralement été perçus par la population des pays alliés des Etats-Unis, de même que par certains américains, comme des distorsions: c'est-à-dire la manifestation d'une trop grande réserve à l'égard de la critique nationale, ou une conception exagérée quant aux effets d'un tel commerce sur les dispositions militaires soviétiques. Si un réexamen de ces comportements devait, aux yeux des Soviétiques, avoir une signification qui serait vraiment utile en termes d'apaisement de la tension internationale, alors la suggestion ne devrait pas être écartée à la légère à Washington.

Toutefois, même si une telle réévaluation devait être entreprise, nous serions toujours aux prises avec le fait que l'existence à Moscou d'un monopole gouvernemental en matière de commerce extérieur se trouve à l'origine d'un ensemble de conditions touchant au commerce, et que celles-ci sont très différentes de celles auxquelles les gens en Europe occidentale sont habitués. Cela n'exclut pas la possibilité d'échanges commerciaux; cela n'exclut pas non plus la possibilité d'une augmentation considérable du commerce américano-soviétique au-delà de son niveau actuel. Cela place un plafond à ce qui, d'un point de vue occidental, peut raisonnablement être attendu. Et ce plafond est tel, qu'il est difficile de voir comment le commerce extérieur pourrait prendre une part importante dans la problématique de la coexistence pacifique.

VII.

Une dernière réflexion. Une fois encore, les valeurs auxquelles cette réflexion se réfère sont relatives, mais les difficultés qui se trouvent au cœur de la tension entre les mondes communiste et non-communiste ne seront jamais surpassées si les distinctions relatives sont ignorées.

La référence ici se fait par rapport au concept de la vérité qui prévaut à Moscou (sans parler de Pékin) et qui est opposé à celui qui prévaut dans la plupart des autres endroits du monde.

Nous avons tous l'habitude d'entendre non pas seulement de la machine de propagande communiste mais aussi de la bouche de responsables soviétiques haut-placés des propositions soit tellement absurdes ou en telle contradiction avec des faits établis qu'aucun enfant ne pourrait les croire. Si nous devons prendre pour argent comptant ce que nous dit le camp soviétique, nous devrions croire, par exemple, que la Russie a été gouvernée depuis plus de 40 ans par un groupe d'hommes qui sont tellement différents de tous les autres mortels qui ont vécu avant ou ailleurs qu'ils n'ont - au cours de cette période tout entière - jamais commis d'erreur, jamais appréhendé un problème de façon incorrecte, n'ont jamais été guidés par des sentiments autres que le dévouement le plus désintéressé et ce pour le bien des autres. On nous demande de croire cela malgré le fait qu'à un moment ou un autre au cours de ces dernières années, nombreux parmi ces gens, même s'ils faisaient partie de cette direction supposée très avisée, ont soudainement été dénoncés par leurs associés comme étant des criminels perfides et ont dû en subir les conséquences. Simultanément, nous sommes priés d'accepter la thèse qu'hormis une ou deux exceptions, les pays occidentaux ont été dirigés - par une coïncidence tout aussi remarquable - exclusivement par des gens qui étaient des vauriens absolus:

soit des gens assoiffés de sang, des capitalistes cupides ou de stupides laquais desdits capitalistes. On peut citer de tels exemples à profusion. On doit seulement penser aux sinistres distorsions du souvenir de l'Histoire, qu'on retrouve en permanence dans les déclarations soviétiques en matière de politique étrangère: les affirmations relatives à des événements, tels le déclenchement de la Guerre de Corée, l'origine des difficultés en Asie du Sud-Est, la nature de l'action entreprise par les Soviétiques en Hongrie, etc. Une extrapolation typique, mais aussi particulièrement grave de cette attitude irresponsable envers les faits objectifs se trouve dans la campagne anti-américaine de ces dernières années. Alors que cette campagne atteignit son paroxysme avant la mort de Staline, elle ne cessa malheureusement pas entièrement avec son décès. L'opinion publique occidentale est généralement peu au courant de l'incroyable distorsion de l'image des Etats-Unis qui a été fournie au public soviétique, et particulièrement à l'intelligentsia soviétique, au cours des dix dernières années par ceux qui contrôlent les moyens d'informations du Parti communiste d'Union soviétique. Une image de l'Amérique continue d'être cultivée, une représentation dans laquelle même ces Américains critiques envers les nombreuses manifestations du patriotisme américain ne reconnaîtraient pas le pays qu'ils connaissent - une image dans laquelle les vraies failles de la civilisation américaine sont aussi peu reconnues que ses vraies vertus.

La propagande est la propagande, mais, à l'instar de toute autre chose de la vie, elle a ses limites. Que devons-nous conclure de la propagation de ces incroyables malentendus au sujet des Etats-Unis? - que les responsables soviétiques y accordent vraiment foi? ou que, sachant que ce sont des leurres, ils vont néanmoins faire en sorte que les citoyens soviétiques soient encouragés à les accepter comme authentiques? Les deux variantes auraient des implications très discutables du point de vue des perspectives en matière de coexistence pacifique.

Il n'est pas plus réconfortant pour les gens en Occident, d'être assurés que si les tensions viendraient à être réduites et les préparatifs militaires devaient être ralentis, cette tendance délibérée au dénigrement se tarirait aussi miraculeusement et soudainement qu'elle est apparue. Les gens aux Etats-Unis ont beaucoup de choses à corriger dans leur civilisation, mais ils en ont peu à cacher. Ils n'aiment pas être artificiellement ménagés par les autres dans l'appréciation critique du mode de vie américain, tout comme ils n'aiment pas être artificiellement dépréciés. Que cette appréciation soit aussi critique et sceptique qu'elle doit l'être, pourvu seulement qu'elle soit honnête.

Peut-on ignorer, lorsqu'on discute du problème de la coexistence, l'implication de cette attitude vis-à-vis de la réalité objective - une attitude qui ne caractérise pas seulement la propagande soviétique professionnelle, mais aussi le parti communiste d'Union soviétique dans son ensemble, et l'habileté politique qu'inspire ce parti? Il sera toujours difficile de savoir quel degré de confiance peut-être placé en des gens qui semblent délibérément tromper soit eux-mêmes, soit les autres. Est-ce trop de demander aux responsables soviétiques de se débarrasser aujourd'hui de ce dogmatisme byzantin de la pensée et de l'expression politiques, pour lesquelles on aurait pu trouver des arguments aux premiers jours du militantisme révolutionnaire du Parti, lorsqu'il luttait toujours pour prendre l'ascendant en Russie, mais qui est hors de propos pour un important gouvernement qui demande à être reconnu comme une grande puissance faisant preuve de maturité et de responsabilité dans les affaires du monde? Peu de gens, certainement, se laissent aujourd'hui induire en erreur par cet extrémisme absurde. Mais il y a beaucoup de gens dans le monde non-communiste pour qui ces preuves récurrentes de l'irresponsabilité dans l'attitude à l'égard de la paix sont une source constante d'appréhension au sujet des perspectives relatives à toute forme de coexistence durable et significative entre les mondes communiste et non-communiste. Quelle peut-être la valeur d'ententes spécifiques, se demandent ces gens, si les suppositions et les convictions qui les sous-tendent sont si grossièrement différentes? Si les responsables soviétiques pensent vraiment que nous sommes aussi mal intentionnés à l'image qu'ils donnent de nous à leur propre peuple, comment peuvent-ils sérieusement croire en la possibilité de mener une coexistence pacifique avec nous? Si, d'un autre côté, ils induisent délibérément en erreur leur peuple, comment pouvons-nous de notre côté, avoir confiance en eux?

Ce qu'il faut exiger de Moscou, ce n'est en aucun cas une demande d'accepter sans esprit critique d'autres points de vue. Ce que nous aimerions, ce serait de voir dans les propos des responsables soviétiques, de même que dans la propagande produite par leur direction, au moins un effort raisonnable pour réconcilier l'image qu'ils dépeignent des réalités du monde avec l'objectivité de l'évidence qu'ils ont en face d'eux. Tant que les responsables du Parti communiste d'Union soviétique continuent de maintenir que la vérité est ce qui est utile aux intérêts du Parti et que les gens doivent croire, sans se soucier de l'aspect grotesque et absurde de cette démarche à la lumière de l'évidence objective - tant qu'ils continuent de nier l'existence d'une réalité objective et, par conséquent, qu'ils ne voient aucune obligation de leur part de la comprendre et

de la respecter - même ces gens qui de part le monde souhaitent ardemment la coexistence, telle que définie par M. Khrouchtchev, auront à tempérer leurs espoirs et leurs attentes. La voie menant à la coexistence pacifique passe, de l'aveu général, par plusieurs portes, mais l'une de celles-ci n'est rien moins que l'abandon par les communistes russes de cette affirmation absurde selon laquelle leur parti a toujours parfaitement compris quel fardeau était celui de l'homme, et que lui-même n'a jamais fait d'erreurs.

VIII.

Si Moscou est sincère dans sa quête de la coexistence pacifique, et si à cette fin elle est disposée à envisager une révision générale, des deux côtés, des comportements et des pratiques qui ont produit, ou qui ont été produites par ce dangereux état des affaires internationales que l'on appelle la Guerre froide, il y aura alors très peu de gens dans les pays hors de l'orbite communiste qui ne seront pas prêts à consacrer leur influence en faveur de ce processus, et si le besoin s'en fait ressentir, cela se fera à un prix élevé; car ce n'est donc pas en Russie uniquement que l'étendue du danger est apparente. Mais, si on pense à Moscou que la rectification doit exclusivement être faite du côté occidental, il y aura peu de choses qui pourront être faites de ce côté-ci de la ligne pour faire avancer la coexistence au-delà de son statut présent incertain.

Ne pourrions-nous pas, tous, mettre de côté le faux-semblant de la vertu totale et admettre dans une certaine mesure une part de responsabilité pour les processus embrouillés de l'histoire qui ont conduit le monde à ce dangereux stade actuel? Et ne pourrions-nous pas, une fois avoir reconnu cela, laisser tomber la dispute quant à savoir qui a la plus grande responsabilité, et dialoguer, sur le long terme, avec sérieux et sans récrimination, pour œuvrer à l'élimination des facteurs de dangers les plus importantes et les plus inacceptables?